

## Chasse aux pauvres : France Travail développe une IA pour flicker les chômeurs, selon un document interne

Selon un document révélé par la Quadrature du Net, France Travail développe un algorithme de profilage des chômeurs dans un but de contrôle. L'objectif est de « prédire » quel bénéficiaire de l'allocation-chômage a le plus de chance de frauder ; un outil « illégal » pour l'association qui demande son abandon.

Théo Bourrieau

Big Brother ne semble plus si loin. Selon les informations de la Quadrature du Net, France Travail développe un algorithme de profilage des chômeurs à des fins de contrôle. L'outil, encore en phase de test, vise à « prédire » quels chômeurs manqueraient à leurs obligations de recherche d'emploi.

Intitulé « Ciblage du Contrôle de la Recherche d'Emploi », son objectif est de « recourir à l'IA » afin d'« identifier les dossiers nécessitant un examen approfondi » et d'« alimenter automatiquement l'outil de contrôle de la recherche d'emploi », selon le document.

### **« Il est urgent de légiférer »**

L'IA, nourrit à l'aide de précédents contrôles, serait en mesure d'établir des profils « suspects/non suspects ». Les allocataires classés comme « suspects » seraient ensuite intégrés dans une liste de personnes à contrôler prioritairement. « En prenant en compte l'ensemble des personnes au RSA, dont l'inscription à France Travail est obligatoire depuis le 1er janvier 2026, ce sont plus de 6 millions de personnes qui pourraient se voir profiler chaque mois par l'algorithme », indique la Quadrature du Net.

Le développement de ce nouvel outil **rappel ceux utilisés par la CNAF** et la CNAM, contre lesquels l'association de défense des libertés fondamentales dans l'environnement numérique alerte depuis plusieurs années. « Ces algorithmes sont dangereux en eux-mêmes, car ils sont des outils particulièrement efficaces pour organiser, en toute impunité, la répression de populations entières, et en particulier des plus vulnérables », met en garde l'association de lutte contre la censure et la surveillance.

« Il est inquiétant de voir que les dirigeant·es de France Travail ne veulent pas voir la réalité sociale de leur politique de contrôle et préfèrent s'enfermer dans la douce mélodie du solutionnisme technologique », fustige la Quadrature du Net. « France Travail utilise l'IA **pour cliquer et traquer les chômeurs** », constate également **Leïla Chaibi**. « Il est urgent de légiférer là-dessus », appelle l'eurodéputée insoumise.